

# ELECTIONS 2014 au Conseil d'Administration



*Présentation des candidats  
& Professions de foi*

## Jean-François BAYART

► Jean-François Bayart est directeur de recherche de classe exceptionnelle au CNRS (CERI-Sciences Po) et président du Fonds d'analyse des sociétés politiques (FASOPO). Membre du Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2010.

### ► Profession de foi

Si mes collègues m'accordent un second mandat, je persisterai à plaider au sein de l'AFSP en faveur de la liberté scientifique que mettent en cause la contractualisation de la recherche et le *new public management*. Il en va du sort d'une génération de jeunes politistes que les restrictions budgétaires, la pénurie de postes et la marchandisation du savoir condamnent à la précarité. Je souhaite ensuite continuer d'œuvrer à une définition dynamique de la science politique, en tant que science sociale du politique ouverte à un dialogue serré avec les autres disciplines, dans une perspective que j'ai exposée devant le congrès de Grenoble de notre association et dans un chapitre récent (« Faire des sciences sociales, un acte de création » in Moritz Hunsmann & Sébastien Kapp, dir., *Devenir chercheur. Ecrire une thèse en sciences sociales*, Paris, Editions de l'EHESS, 2013, pp. 333-348.) La politique comparée est un chantier de prédilection pour ce faire. L'étude des « aires culturelles » suppose en effet un rapport au terrain, un recours aux sources primaires, une prise en considération de l'historicité propre des sociétés, une relativisation des approches globalisantes qui néanmoins récusent toute réification culturaliste des dites « aires culturelles » grâce à un exercice comparatif bien compris. A l'aune internationale, la science politique française dispose d'une vraie avance dans cette réflexion, que notre association se doit de valoriser.

Cela suppose son internationalisation raisonnée, qui ne sacrifie pas la proie de sa spécificité théorique et méthodologique à l'ombre séduisante de l'atlantisme académique. Ce qui implique aussi que soit repensée l'édition scientifique en France, à l'interface du numérique et du papier, du français et des autres langues de communication scientifique (qui ne se limitent pas à l'anglais), des institutions publiques de recherche et du secteur privé de l'édition.



## Noëlle BURGI

► Noëlle Burgi est chargée de recherche au CNRS en science politique. Elle est rattachée au Centre européen de sociologie et de science politique de la Sorbonne, Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Membre du Conseil d'Administration de l'AFSP de 2010 à 2012.

### ► Profession de foi

Docteur d'État en science politique, je suis chercheuse au Centre européen de sociologie et de science politique, CNRS, Paris. Mes recherches portent sur les transformations politiques, sociales et culturelles induites par la mutation du capitalisme et l'avènement d'une nouvelle forme autoritaire de gouvernementalité « néolibérale ». Articulant plusieurs problématiques et niveaux d'analyse, mon approche à la fois théorique (État, pouvoir, démocratie, justice sociale, anomie) et empirique (enquêtes qualitatives de terrain) couvre des thèmes variés (chômage, organisation du travail, suicides, précarisation sociale, identité, émotions) et s'élargit actuellement à des recherches comparatives en Europe du Sud. Je suis notamment l'auteure de *La Machine à exclure. Les faux-semblants du retour à l'emploi* (La Découverte, Paris, 2006) et de *La Grande Régression. La Grèce et l'avenir de l'Europe*, livre rassemblant sous ma direction des contributions d'auteurs grecs (Le Bord de l'eau éditions, Bordeaux, 2014).



Je présente ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP avec le souhait de contribuer à l'effort collectif de décloisonnement et d'internationalisation de notre discipline, en apportant à l'AFSP mes langues (anglais, grec moderne, espagnol) et mes terrains de recherche. Ces derniers sont à la pointe d'une actualité dominée par des politiques d'austérité frappant prioritairement les pays dits périphériques membres de l'Union européenne, mais aussi, plus généralement, les couches sociales (y compris les « classes moyennes ») les plus dépendantes des systèmes de protection sociale ébranlés par la « crise ». Depuis 2008-2010, les mutations économiques, politiques et sociales s'accroissent à un tel rythme qu'il me paraît indispensable d'encourager des études sociologiques et politiques susceptibles d'éclaircir les apories du présent tout en les situant dans une perspective historique et comparative.

## Paula COSSART

Paula Cossart est maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Lille III depuis 2007. Elle y est directrice-adjointe du laboratoire CeRIES (Centre de Recherche 'Individus, Epreuves, Sociétés'). Elle est membre de l'Institut Universitaire de France depuis 2011.

### Profession de foi

J'ai choisi de me présenter à l'élection du Conseil d'administration de l'AFSP pour plusieurs motifs particuliers.

Âgée de 36 ans, j'ai eu la chance d'obtenir immédiatement après ma thèse de science politique un poste de maîtresse de conférences, il y a de cela six ans. Cette expérience réussie m'incite à me préoccuper des carrières à venir de mes jeunes collègues, qu'ils soient encore en thèse ou bien récents docteurs. A mes yeux, l'AFSP, au-delà de son rôle comme société savante, est une instance décisive pour contribuer à combattre la précarisation croissante dont souffrent bien des membres de la discipline.

Sur le plan scientifique, mon actuel poste d'enseignant-chercheur est en sociologie.

Pour cette raison entre autres, je me sens particulièrement sensible aux questions d'interdisciplinarités et de frontières disciplinaires, et bien placée pour apporter une contribution à la réflexion sur cette question – qui me semble importante à une époque où le manque de postes, la compétition pour les financements, parmi d'autres facteurs, peuvent conduire à un replis frileux de chaque discipline sur elle-même. Là encore, il me semble que l'AFSP constitue un lieu devant rester fécond, voire le devenir de plus en plus, pour approcher cette question.

Mes recherches s'inscrivent de façon générale dans le champ de la sociologie historique du politique. Sensible à l'affirmation progressive de cette sous-discipline, je voudrais surtout œuvrer pour son décloisonnement.

Enfin, mes nombreux séjours à l'étranger, dans plusieurs universités américaines en particulier (Princeton, New-York, Harvard), m'ont amenée à m'intéresser particulièrement à la question de la place de notre discipline à l'international, et à devenir fermement convaincue du caractère fructueux des liens pouvant être noués avec les politistes américains. Mais, pour cela, je crois indispensable de ne pas perdre notre identité, nos savoir-faire différents des leurs, notre façon spécifique de démontrer et d'écrire, et les buts que nous donnons à nos analyses. La porte du dialogue international me semblerait, par ailleurs, gagner à être davantage ouverte aux sciences humaines et sociales voisines de la science politique, dont les façons de concevoir et pratiquer la recherche sont parfois très proches des nôtres.



## Magali DELLA SUDDA

Magali Della Sudda est chargée de recherche au CNRS en science politique au Centre Emile Durkheim à Bordeaux.

### Profession de foi

Je présente ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP pour la première fois.

Formée dans une perspective pluridisciplinaire et comparée, j'ai travaillé sur les questions de politisation des femmes en France et en Italie. Mes travaux sur l'activité politiques des femmes conservatrices avant le droit de suffrage ont permis de mettre en évidence les effets de la diachronie du vote sur les apprentissages électoraux et la manière dont le genre a structuré les évolutions de la citoyenneté. Ainsi, l'Eglise a été une médiatrice dans la manière dont les Françaises et les Italiennes ont été préparées à l'exercice de la souveraineté politique.

Dans le contexte actuel de forte remise en question des travaux menés sur ou avec le genre, ma candidature s'inscrit donc dans une volonté de mieux faire connaître "le genre comme outil d'analyse utile" dans notre discipline.

Je veillerai également à ce que les dialogues fructueux menés au sein de l'AFSP avec les historiens et sociologues autour des approches de socio-histoire du politique et de sociologie historique du politique se poursuivent et que soient renforcés les espaces d'échanges et de réflexion entre ces disciplines.

Enfin, dans le cadre de ce mandat, je souhaite poursuivre le travail de transparence mené par l'AFSP, en lien avec l'ANCMSP et l'AESCP.



## Yves DELOYE

Yves Déloye, professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux. Actuellement Secrétaire général de l'AFSP et directeur de publication de la *Revue française de science politique*, est également co-responsable du parcours « Sociétés, pouvoirs et représentations (SPR) » du Master de sciences sociales et politiques commun à Sciences Po Bordeaux et au département de sociologie de l'Université de Bordeaux. A également enseigné à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, à Sciences Po Strasbourg et Sciences Po Paris. Membre du Conseil d'administration de l'AFSP depuis 2003.



### Profession de foi

Spécialiste de sociologie historique du politique, je me présente aujourd'hui pour un troisième mandat au Conseil d'administration de l'Association Française de Science Politique (AFSP). Cette nouvelle candidature est motivée par le souci de parachever les principaux chantiers de réforme mis en œuvre ces dernières années par le Conseil d'administration de l'Association. Un premier chantier a été d'adapter les statuts de l'Association à son nouvel environnement et plus encore de rendre ses instances plus représentatives et pluralistes encore que dans le passé. Cette réforme actée en 2009 a notamment permis de mieux représenter les partenaires institutionnels de l'Association et de les associer ainsi plus fortement à la vie de cette dernière. Un deuxième chantier, entré en vigueur à l'automne 2012, a été de faire évoluer le répertoire d'action scientifique de l'Association avec notamment, outre la professionnalisation croissante de nos Congrès nationaux, la programmation de la première série des Groupes de projet de l'Association dont les résultats seront présentés lors du prochain Congrès d'Aix-en-Provence en juin 2015. Un troisième chantier représente la mise sur pied, presque achevée, de la Commission d'éthique qui vise à mettre en œuvre les principes et valeurs édictés par notre Charte d'éthique désormais adossée à nos statuts. De manière transversale à ces trois chantiers, je suis particulièrement attentif à poursuivre la contribution de l'Association, au delà de sa vocation scientifique majeure et fondatrice de son projet, à la réflexion professionnelle dans notre communauté académique. Par la création de l'OMASP, par le souci de ce dernier de rendre le plus transparent possible les recrutements dans notre discipline (tant dans les Universités que les laboratoires de recherches), je pense que notre Association joue pleinement le rôle qui doit être le sien à côté notamment de la section du CNU 04 et du CNRS 40. C'est sur ce chantier qu'il me semble que le Conseil d'administration de l'Association devra se pencher dès sa recomposition en lien avec la refonte du site web de l'Association et ce afin de donner à cette dernière toute la visibilité qu'elle doit avoir pour défendre notre discipline dans toutes ses composantes et dans le respect fondamental de son pluralisme.

## Florence FAUCHER

Florence Faucher est professeure FNSP en science politique au Centre d'études européennes de Sciences Po.

### Profession de foi

Après une formation en science politique à Bordeaux (IEP) et à Aix-en-Provence (doctorat), mon parcours professionnel m'a conduite à être en stage post doctoral à Oxford, lecturer in politics à Stirling University (UK), Associate professor with tenure in political science and European studies à Vanderbilt University (US) et chercheure puis professeure



FNSP à Sciences Po où j'enseigne essentiellement en anglais. Depuis 2010, j'anime le groupe OXPO qui facilite les échanges doctoraux et les projets de collaboration entre l'Université d'Oxford (Politics and International Relation, Sociology and History) et la FNSP. Je retiens de cette carrière des expériences enrichissantes d'enseignement et d'immersion dans des cultures et des pratiques de recherche différentes. Elles me donnent un intérêt particulier pour une réflexion sur la place de la science politique en France, sur ses métiers et les perspectives de carrière des jeunes chercheurs. Je me présente au Conseil d'administration de l'AFSP parce que je souhaite contribuer à l'ouverture de notre discipline à ses voisins en sciences sociales et humaines, et à sa visibilité au niveau international. Mes recherches ont porté sur les transformations des formes de participation et d'offre politique dans les partis. J'ai travaillé de manière comparative sur les écologistes (France/Grande Bretagne) et j'ai proposé une analyse anthropologique des changements dans les partis britanniques et une analyse critique de l'expérience néo travailliste (avec Patrick Le Galès). Bien que ma démarche personnelle ait été résolument qualitative, avec un recours à la méthode ethnographique et au questionnement anthropologique, j'ai travaillé en conservant

un regard ouvert sur ce que les méthodes quantitatives, notamment les enquêtes auprès des adhérents, pouvaient nous apprendre de ces évolutions. Le temps est aux « mixed methods ». Le paysage universitaire est en train de changer, je m'emploierai à développer les opportunités que l'ouverture internationale des universités françaises offre aux nouvelles générations de politistes en termes de débouchés et de cursus, de collaborations et de financements nationaux et internationaux.



## Patrick HASSENTEUFEL

Patrick Hassenteufel est professeur de science politique à l'Université de Versailles-Saint-Quentin. Membre du Conseil d'administration de l'AFSP depuis 2004.

### Profession de foi

Je suis actuellement professeur de science politique à l'Université de Versailles-Saint-Quentin et membre du laboratoire Printemps. J'ai commencé ma carrière comme chercheur à l'IRES (où j'ai préparé ma thèse, portant sur les rapports entre les médecins et l'État en France et en Allemagne, soutenue en 1994 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne). J'ai ensuite été maître de conférences à l'Université de Picardie (de 1994 à 1999), puis professeur à l'Université Rennes 1 (de 1999 à 2005) où j'ai dirigé le CRAPE. Mon domaine d'enseignement principal est l'analyse des politiques publiques à partir d'une approche de sociologie politique (développée dans mon ouvrage *Sociologie politique : l'action publique*). Mes recherches portent principalement sur l'analyse comparative des réformes des systèmes de santé, dans une perspective centrée sur la sociologie des acteurs. Je me suis toujours fortement investi dans la discipline (j'ai été notamment membre du comité national du CNRS et du CNU et je suis co-rédacteur en chef de la revue *Gouvernement et action publique*). J'ai également contribué à développer les enseignements de science politique (création de masters notamment).



Déjà élu au Conseil d'administration de l'AFSP, je souhaite me représenter pour continuer à accompagner les transformations de l'Association, en particulier son rôle plus actif dans la défense de la discipline par l'élargissement de son répertoire d'action, et l'organisation du congrès de l'AFSP, aujourd'hui devenu plus fréquent et plus central. Par mon parcours professionnel, qui m'a amené à enseigner à la fois dans des universités de province et de la région parisienne ainsi que dans des IEP, je pense avoir une vision assez large des différents contextes d'enseignement et de recherche de la science politique. Je voudrais, enfin, par ce nouveau mandat continuer à contribuer à l'internationalisation de l'AFSP et de son congrès.

## Pascale LABORIER

Pascale Laborier est professeure de science politique à l'Université Paris Ouest - Nanterre La Défense et membre de l'Institut des Sciences sociales du Politique. Membre du Conseil d'administration de l'AFSP depuis 2002.

### Profession de foi

Depuis quelques années, l'enseignement supérieur est confronté à des réformes peu concertées, qui affectent l'enseignement et la recherche en science politique, mais aussi le recrutement de nouveaux collègues. Dans le cadre des regroupements, il est question par exemple aujourd'hui de choisir entre la forme d'une COMUE ou d'une Association, sans que les conséquences de l'une ou l'autre soient clairement explicitées ou discutées par les enseignants et chercheurs concernés. Des postes sont proposés pour ce faire par le ministère qui interprète la loi de manière restrictive. De la même manière lors du renouvellement des contrats quinquennaux, certaines maquettes ont vu disparaître les noms de domaine dans les nomenclatures du ministère. Ici la conformité aux choix politiques apparaît le plus souvent comme une limitation de notre liberté d'enseignement. Dans la contractualisation, elle noie parfois tout simplement la science politique dans les maquettes de droit, au moment même où dans certains départements elle réussit à s'affirmer dès le premier semestre de la L1. De même, si elles sont appuyées par le CNRS, les politiques de site menées par le ministère risquent de fragiliser nos UMR. Nos conditions de travail sont transformées par les réformes, mais elles engagent également l'avenir de nos étudiant-e-s et doctorant-e-s, quelles que soient nos institutions d'appartenance.



Je m'engage, si mes collègues m'accordent un troisième mandat, à contribuer, au sein de l'AFSP, à la réflexion sur les enjeux des réformes en cours dans nos universités, et plus particulièrement la LRU. Professeure à Paris-Ouest Nanterre, dans un département de droit et de science politique, je me peux m'appuyer sur la réflexion collective qui y est menée, aussi bien dans le domaine de l'enseignement que de la recherche. Chercheuse à l'Institut des Sciences Sociales du Politique (ISP), une UMR marquée par une forte pluridisciplinarité, je suis également attentive aux enjeux de la comparaison internationale, à la fois dans ses dimensions théoriques et empiriques – sans qu'elle ne se pare pour autant d'atours normatifs. Après avoir travaillé pendant plusieurs années dans des institutions pluridisciplinaires de recherche et d'enseignement à l'étranger, il me semble que je peux également contribuer à ce débat en m'appuyant sur ces expériences variées. Pour avoir été membre de la section 40 du Comité national du CNRS et dirigé successivement deux UMR, été dans des commissions de recrutement dans plusieurs champs disciplinaires, je suis convaincue que l'avenir de nos institutions doit se penser de manière globale et non segmentée. Les réformes, et ce n'est pas la moindre de leurs conséquences, étouffent la voix des enseignant-e-s chercheur-e-s en science politique, mais également dans toutes les disciplines de sciences sociales et humaines. Je vous propose de faire entendre avec force cette voix que la rationalisation et la mise en conformité de nos savoirs tentent de faire taire.

## Nonna MAYER

Nonna Mayer est directrice de recherche émérite du CNRS au Centre d'études européennes de Sciences Po, actuelle présidente de l'AFSP, co-animatrice du réseau de recherche FEEL (Futur des études électorales)-AFSP. Membre du Conseil d'administration de l'AFSP depuis 1996.

### Profession de foi

Si je me présente aujourd'hui pour un quatrième et dernier mandat au Conseil d'administration de l'Association Française de Science Politique, un conseil qui devrait sortir de cette élection profondément renouvelé, rajeuni et féminisé, c'est avec trois objectifs en tête.

1° Défendre le périmètre de la discipline, face aux restrictions de postes au CNRS et à l'évaporation des postes de MCF dans les facs de droit, est prioritaire. Les Assises de la science politique organisées par l'AFSP avec l'AECSP et l'ANCMSP (2-3 avril 2014, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) seront le lieu idéal pour définir une stratégie commune, qu'il reviendra au prochain Conseil d'administration de mettre en œuvre.

2° Elargir l'audience de l'AFSP, non seulement dans les milieux de la recherche et de l'enseignement supérieur, mais au delà, chez les enseignants du secondaire, chez les journalistes, dans les milieux associatifs, et plus largement chez toutes celles et ceux qui s'intéressent à la vie de la Cité, est un second impératif. Il y a un travail de communication à faire pour convaincre de l'utilité de la science politique, et la réforme entamée du site web sera un élément fondamental du dispositif.

3° Accroître la visibilité internationale de la science politique française est plus que jamais nécessaire. Une première étape a été franchie avec la version anglaise de la RFSP disponible sur Cairn.info. La seconde passe par l'édition franco-anglaise d'un *Etat de la discipline*, dans sa diversité, sur le modèle du *State of the discipline* de l'APSA, qui fait périodiquement le point sur les grands débats de la discipline.



## Olivier NAY

Olivier NAY est professeur de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est président de la section 04 du CNU. Membre du Conseil d'administration de l'AFSP depuis 2010.

### Profession de foi

Notre métier d'enseignant-chercheur en science politique a rapidement évolué ces dernières années. Les réformes engagées depuis 2007 ont introduit des logiques de financement et de managérialisation de la recherche qui affaiblissent notre autonomie intellectuelle. Les mécanismes de mise en concurrence des activités et d'individualisation des carrières se renforcent, auxquels se couplent des logiques de rétribution individuelle et de différenciation des statuts professionnels ; ces évolutions risquent de dégrader la dimension collaborative et désintéressée du travail de recherche. Comme d'autres disciplines en SHS, la science politique apparaît à bien des égards menacée dans les universités en raison de ses faibles effectifs, mais aussi en raison de réformes des formations ne retenant que les dénominations ayant une visibilité immédiate en terme d'« employabilité » ! Dans le même temps, notre métier s'internationalise et de formidables opportunités se dessinent. Les collaborations avec des universités, des centres de recherche, des réseaux de savoir et des associations étrangères nous permettent de faire valoir nos recherches et de nous ouvrir à des problématiques nouvelles. Pour répondre à ces défis, il est important que les associations professionnelles soient mobilisées. L'AFSP a tout à gagner à être à la fois un lieu de socialisation professionnelle, un espace de réflexion critique et une équipe ouverte préparant l'avenir.



Elu au CA de l'AFSP en 2010, je souhaite poursuivre mon investissement associatif, avec différents souhaits. Je souhaite protéger et même promouvoir la représentation des différentes sensibilités de la science politique, tout en défendant sa légitimité à exister comme discipline au sein de l'université. Je souhaite défendre la dimension collective et collégiale de nos activités. Je souhaite défendre les libertés académiques, sans cesse rognées par les logiques de managérialisation qui envahissent notre quotidien. Je souhaite continuer de promouvoir les travaux en science politique qui, bien que n'ayant pas d'utilité économique et sociale immédiate pour les réformateurs en cabinet, contribuent à l'exercice d'une fonction critique essentielle dont la démocratie a grandement besoin. Je souhaite enfin contribuer à l'internationalisation de la science politique française et promouvoir à l'extérieur nos approches et nos méthodes qui donnent une large place à l'enquête de terrain et à la rigueur du qualitatif. Cette internationalisation doit se faire vers les réseaux de savoir anglophone, mais elle exige aussi de se tourner vers les zones où se fera la recherche de demain, en particulier en Amérique latine et en Asie.

De mon point de vue, l'AFSP doit être présente sur ces différents fronts, sans abandonner ses missions traditionnelles d'animation scientifique. C'est avec le souci de répondre le plus activement possible à ces enjeux que je présente ma candidature.

## Janie PELABAY

Janie Pélabay est chargée de recherche FNSP au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF). Elle enseigne à Sciences Po Paris, aux niveaux Collège universitaire et Master.

### Profession de foi

Ma candidature s'inscrit dans le droit fil d'un parcours dont je retire un ensemble d'expériences et d'enseignements qui me semblent de nature à nourrir ma contribution aux missions de l'AFSP et à me permettre de remplir utilement les responsabilités qui sont celles des membres de son Conseil d'administration.

Des années doctorales et postdoctorales, je conserve une mémoire vive des atouts mais aussi des écueils de la mobilité internationale et d'activités de recherche marquées par une contractualisation croissante ainsi que par une course aux financements sur projet. À cet égard, j'aurais à cœur de porter les préoccupations des jeunes chercheurs en science politique, luttant pour contrecarrer la précarité qui fait le quotidien de beaucoup d'entre eux.

Ma connaissance de pratiques et de systèmes académiques aussi différents que ceux que j'ai pu rencontrer en France, à Paris et en province, mais aussi à Montréal, Oxford, Bruxelles ou Luxembourg, est au fondement de ma volonté de participer activement à la réflexion collective sur une internationalisation bien comprise, qui ne saurait se limiter à l'injonction de publier dans des revues internationales mais qui requiert bien plutôt le développement d'échanges effectifs entre les acteurs individuels, associatifs et institutionnels de notre discipline.

Le dernier point qui motive ma candidature n'est pas le moins important : mon domaine de spécialisation – la pensée politique, qui va elle-même de l'histoire des idéologies et cultures politiques jusqu'à la philosophie politique appliquée – souffre d'un manque de reconnaissance dans le contexte français, pour ne pas dire d'un discrédit, qui tranche avec le statut qu'elle revêt ailleurs, notamment dans le monde anglo-américain. Il y a donc un enjeu à restaurer la théorie politique en tant qu'authentique sous-discipline de la science politique, a fortiori au sein d'une association désireuse de représenter la diversité des approches qui fait la richesse de la discipline. Il se trouve que le pluralisme méthodologique et le dialogue interdisciplinaire à l'intérieur de la science politique et au-delà, dans le rapport aux sciences humaines et sociales, n'est pas pour moi une idée ou un slogan : c'est une pratique exigeante dont j'ai éprouvé les bénéfices en menant mes travaux dans des équipes résolument interdisciplinaires, principalement en études des relations interethniques et en études européennes.

Recrutée en 2010 par la FNSP, ma participation au bureau du Département de science politique de Sciences Po m'a permis de mesurer l'importance qu'il y avait à structurer notre discipline tout en la décloisonnant, à renforcer l'interface entre ses volets de recherche et d'enseignement, à réfléchir dans la collégialité à son évolution et aux défis complexes qui se posent à elle, tout cela dans l'intérêt des étudiants et des collègues, quels que soient leurs statuts. Tel est l'esprit dans lequel je formule aujourd'hui le souhait d'étendre cette implication en intégrant le CA de l'AFSP.



## Yves SINTOMER

Yves Sintomer est professeur de science politique à l'Université de Paris 8 et membre de l'Institut Universitaire de France. Actuellement co-responsable du GrePo de l'AFSP.

### Profession de foi

Je suis professeur de science politique à l'Université de Paris 8 et membre de l'Institut Universitaire de France. J'ai étudié à Besançon, Paris 8, Paris 10, à l'IUE de Florence, à Francfort et à Harvard. J'ai enseigné à l'IEP de Paris, à l'IEP de Lille, à Berlin, Catane, Louvain-La-Neuve, Madrid, Bilbao, Lausanne et Neuchâtel (je suis professeur associé dans ces trois dernières universités). Je suis Visiting Fellow à Harvard au semestre d'été 2014 et le serai à Tsinghua (Pékin) et Rio en 2015. J'ai étudié ou enseigné en science politique, mais aussi en sociologie, en histoire et en philosophie, et multiplie les collaborations dans ces domaines.

Dans le passé, j'ai assumé la direction adjointe du Centre Marc Bloch de Berlin et la direction de mon département à Paris 8. J'ai été membre du bureau de cette université. Je suis co-responsable du groupe de projet AFSP sur la représentation politique, membre suppléant du CNU, membre actif de deux standing groups de l'ECPR et du CS international de l'Institut de Recherche Sociale (Francfort). J'ai assumé des missions d'évaluation pour l'AERES, l'ANR et plus encore pour des organismes étrangers. J'ai une activité importante de peer reviewer. Je collabore à plusieurs revues françaises et internationales, et dirige une collection aux éditions La Découverte. Mes travaux sont traduits dans une quinzaine de langues.

Favorisant les recherches collectives, j'ai publié sur la sociologie politique allemande (je coordonne l'édition critique française de *Wirtschaft und Gesellschaft* de Weber), sur la théorie de la démocratie, sur la démocratie participative et délibérative. Mon nouveau champ de recherche porte sur la représentation politique. Je l'aborde dans une optique théorique et en mettant sur pied une enquête collective sur les mutations comparées de la représentation en France, en Allemagne, au Brésil, en Inde et en Chine, dans une perspective d'histoire globale et connectée.

Ma candidature vise à contribuer à l'internationalisation de notre discipline, mais aussi à favoriser le travail interdisciplinaire et à renforcer la recherche sur des thèmes émergents. Elle s'inscrit dans une dynamique de présence accrue de l'Université de Paris 8 et de l'UMR CRESPPA dans les instances de la science politique française.



## Yves SUREL

Yves Surel est professeur de science politique à l'Université Paris II (Panthéon-Assas). Directeur adjoint du CERSA (Centre d'études et de recherches en science administrative, Paris II-CNRS) et directeur du Master 2 « Administration et politiques publiques » de Paris II. Membre du Conseil d'administration de l'AFSP depuis 2008.

### Profession de foi

Spécialiste de politique comparée et de l'analyse des politiques publiques, je me présente aujourd'hui pour un second mandat au Conseil d'administration de l'Association Française de Science Politique (AFSP). Je compte y poursuivre ce qui a déjà été entamé collectivement : garantir le pluralisme des approches et des thématiques, favoriser l'ouverture internationale et encourager les dialogues pluridisciplinaires. Ces enjeux, s'ils paraissent banals, sont au cœur des conflits institutionnels récurrents auxquels nous sommes tous confrontés séparément. Il nous



appartient dès lors de préserver de façon résolue l'indépendance des académiques, quels que soient leurs statuts, et de contribuer à entretenir la richesse interne et la visibilité de la discipline. Or, l'AFSP me semble plus que jamais, pour y avoir siégé ces dernières années, l'un des lieux privilégiés de débats et de décisions pour garantir la pérennité des formations et laboratoires où se développe la science politique, pour lutter collectivement contre la précarisation du métier d'enseignant-chercheur et pour lancer de nouveaux chantiers de recherche. Si je devais bénéficier nouveau mandat, je souhaiterais enfin poursuivre la mise en place de la commission d'éthique après avoir contribué à sa création. Il me semble en effet qu'il s'agit là de l'un des lieux possibles de réflexion et de régulation de nos pratiques professionnelles qu'il est nécessaire de mettre en œuvre dans un délai court sur la base des règles éthiques qui sont les nôtres.